

L'état de l'économie mondiale : l'œil du cyclone

samedi 2 mai 2009, par [BONHOMME Marc](#) (Date de rédaction antérieure : 1er mai 2009).

Dans son édition du 25 avril 2009, *The Economist* publiait un important éditorial sous le titre de « Une étincelle d'espoir ? ». Le point d'interrogation est crucial. Les commentateurs ont beau souligner de toutes relatives bonnes nouvelles concernant l'économie mondiale, au dire de *The Economist*, la dégringolade n'est pas prête de finir et une longue stagnation suivra. Évidemment, la revue de la City ne saurait dépasser sa vision libre marché du monde. Cependant, comme les rapports de forces mondiaux ne sont pas près de changer dans un proche avenir, ses pronostics risquent de coller à la réalité.

L'hebdomadaire rappelle que l'on ne peut parler que de ralentissement du taux de déclin — si la dérivée seconde est redevenue positive, la dérivée première reste négative — d'où le danger de l'illusion de l'éminence de la reprise. Faut-il être surpris que la plus de dizaines de billions \$US offerte en garantie au système financier sous une forme ou sous une autre soient enfin parvenus à partiellement dégeler le système de crédit et surtout à commencer à baisser les taux d'intérêt à long terme depuis que les banques centrales étasunienne, britannique et japonaise se sont lancées dans la (quasi)-création monétaire (la planche à billets) et que les banques centrales de la zone euro et canadienne l'ont annoncé ? Faut-il être surpris que le gigantesque ré-endettement public au rythme annuel de 9% du PIB dans les pays impérialistes, davantage aux EU et en Grande-Bretagne, sans compter celui de la Chine atténuent la rythme de la descente aux enfers ?

Si la fin en vue du déstockage ralentit la chute de la production manufacturière, celle-ci continuera de baisser au rythme de la croissance du chômage, complet ou partiel, et de la stagnation salariale, inévitable corollaire d'un haut taux de chômage. La hausse en cours des taux d'épargne des gens disposant de revenus décents, particulièrement dans les pays anglo-saxons, suite à la baisse des cours boursiers et de la valeur de leurs propriétés, et de l'effet psychologique de l'incertitude vont dans le même sens. Il faut se souvenir que la baisse du chômage nécessite davantage que la fin du chômage net étant donné la hausse régulière de la population active, d'où le phénomène des reprises anémiques, comme au début des années 90, qui n'arrêtent pas la croissance du chômage.

La continuation de la crise rebondira inévitablement sur le système financier mondial, non pas cette fois par l'intermédiaire d'une crise hypothécaire aux EU, en Grande-Bretagne, en Espagne et en Irlande, mais par celles du crédit commercial, immobilier et des cartes de crédit, sans compter que les institutions financières sont loin d'avoir totalement pris en compte les pertes de la première vague des « subprimes » et des produits dérivés. Le FMI vient de produire un rapport prévoyant que les banques étasuniennes devront reconnaître autant de dévaluations d'actifs dans les deux prochaines années qu'ils en ont reconnues jusqu'ici, soit un demi-billion \$. C'est pire pour les banques européennes qui devront reconnaître 1.1 billion \$ contre seulement 300 milliards \$ reconnus jusqu'ici. La pire posture des banques européennes est due aux mauvaises créances des pays d'Europe de l'Est privés à la fois des injections de fonds des pays impérialistes et du tarissement de leurs exportations. Si l'Europe de l'Est est le pire cas de cet effet de ciseau parmi les pays dépendants, le problème leur est général, eux qui absorbaient en 2007 des injections de capitaux des pays impérialistes équivalent à 5% de leur PIB.

Dans son éditorial, *The Economist* ne dit mot de la fragilité croissante de la clef de voûte garantissant l'équilibre général de l'économie mondiale, soit le financement par la Chine et consorts du déficit du compte courant des EU, dont le facteur explicatif est de plus en plus l'explosif déficit budgétaire qui sera cette année de 13% du PIB. Il en traite, cependant, dans un commentaire à part dans le même numéro. Il s'avère que comme l'excédent du compte courant chinois se maintient, les importations diminuant aussi vite que les exportations, la Chine continue de financer autant qu'avant les déficits étasuniens mais beaucoup plus par de volatils fonds spéculatifs (« hot money ») hors réserves officielles dirigés de plus en plus vers les bons du trésor, qui sont à court terme donc sans risque de dévaluation inattendue sur les marchés secondaires, au détriment de placements à long terme (hypothèques, obligations, équité). Il en résulte une instabilité inhérente prise en étau entre le soutien du dollar, à la fois pour maintenir les exportations et pour garantir la valeur de ses placements, et une crainte d'une éventuelle hyper-inflation/hyper-dévaluation générée par le recours de plus en plus important à la « planche à billets ».

Prisonnier du dogme du libre-échange, l'hebdomadaire britannique admet qu'au mieux le « nettoyage des bilans » tous azimuts (banques, ménages, Etats), c'est-à-dire la lente résorption du massif endettement de l'ère néolibérale, prendra des années comme ce fut le cas pour le Japon dans les années 90. La réalité c'est qu'actuellement l'endettement massif de l'Etat a pris la relève de celui du secteur privé, qu'il n'y a donc pas ou peu de diminution globale de la dette. Et il y a pire encore. Comme l'admet l'éditorial de *The Economist*, à bien des égards l'actuel déclin de l'économie mondiale est plus grave que celui du début de la Grande Dépression. La solution de gauche passe donc nécessairement par l'expropriation des créances, par l'intermédiaire de celle des institutions financières, quitte à sauver les prestations à la retraite et autres créances populaires en les récupérant dans le budget public tout en taxant les fortunes accumulées pour financer le tout.

Ainsi, l'écosocialisme aura les moyens de ses ambitions.